

Jahn

Monsieur le Président, il faut surtout déplorer que les États riverains aient abandonné une part trop faible de leur souveraineté sur les bassins fluviaux à la Commission et aux institutions internationales. Ai-je besoin de préciser que le Parlement européen, et notamment votre commission de la santé publique et de l'environnement, se penche sur ce problème depuis des années, à commencer par le rapport d'initiative de M. Boersma. Nous en avons parlé hier en détail, je ne m'étendrai pas là-dessus. Nous saurions gré à M. le vice-président Scarascia Mugnozza de nous présenter, lors d'une prochaine session, un rapport complet sur l'état actuel des travaux dans tous les bassins fluviaux d'Europe.

Mes chers collègues, je me limiterai à ces quelques déclarations qui n'ont pas la prétention d'être exhaustives. La lecture du rapport vous fournira des détails supplémentaires. Je termine dans l'espoir que, lors de la quatrième conférence parlementaire internationale sur l'environnement qui aura certainement lieu en 1976, le Parlement européen aura la représentation qui lui est due, eu égard à son rang. En effet, les travaux de cette conférence ont montré — ceci ne sera pas pour déplaire à M. Scarascia Mugnozza — que la Communauté joue — si on la compare aux autres régions du monde — un rôle de premier plan pour ce qui est du programme de base et du programme d'action en matière d'environnement, et que les activités du Parlement européen lors de la conférence lui ont donné une image véritablement flatteuse qui a été pleinement reconnue par la direction, le Bureau et même par les délégations des pays de l'Est.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (I) Monsieur le Président, je souhaiterais remercier M. Jahn pour son rapport et préciser que les problèmes examinés à Nairobi retiennent tout particulièrement l'attention de la Commission, dont une délégation assistait à la Conférence. Plus récemment, lors de la dernière conférence de l'OCDE, qui a eu lieu à Paris, j'ai pris contact avec le responsable des problèmes de l'environnement aux Nations Unies, M. Strong, en vue de définir les termes d'une collaboration que je souhaite efficace.

Je serais heureux que le Parlement européen puisse participer aux réunions les plus importantes qui ont lieu au niveau international, mais évidemment cela ne ressort pas de ma compétence. Je ne peux qu'exprimer le souhait que la demande formulée par M. Jahn soit favorablement accueillie.

Pour ce qui est des autres instances internationales, la Commission y a toujours été représentée et je tiens

à souligner que le travail qui a été accompli jusqu'à ce jour s'est révélé particulièrement efficace.

C'est ce travail qui nous a permis d'aboutir pour ainsi dire à une coordination des actions des États membres, et à l'adoption de prise de positions communes qui permettent à la Communauté de présenter un front uni lors de toute conférence internationale et de tout congrès international auxquels elle prend part.

De plus, la Commission participe aux réunions qui ont trait au contrôle écologique global et à la documentation relative aux sources d'information écologique. A la suite de la réunion de Nairobi, précisément, la Commission s'attache à publier certains textes afin que tous les États membres puissent disposer de ce genre d'informations.

En ma qualité de responsable du secteur des transports, j'ai en outre des contacts avec l'IATA et j'aurais dû rencontrer, il y a quelques jours, le président de cet organisme, mais l'entrevue a été différée, le président ayant dû faire face à des obligations imprévisibles. Les contacts que nous avons avec les compagnies aériennes portent entre autres sur le problème du bruit, car nous pensons qu'un tel sujet, comme je l'ai déjà déclaré hier soir, doit être examiné avec soin en raison de l'important danger que le bruit présente pour la santé humaine.

Ces problèmes, annexes, si vous me permettez cette expression, de l'aviation civile, feront d'autre part l'objet du second programme de la commission de l'environnement qui, comme je l'ai déjà annoncé, sera soumis au Parlement dans le courant de 1975. De plus, nous avons pu coordonner les initiatives prises par les différents États membres, en vue de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, à l'ordre du jour de laquelle figure également l'examen de problèmes écologiques importants notamment en relation avec les recherches pétrolières ou de gaz naturel sur la plate-forme continentale ; dans ce secteur aussi nous avons obtenu des résultats satisfaisants.

Pour ce qui est du reboisement, j'en ai déjà parlé hier soir, mais je voudrais ajouter, étant donné que M. Jahn a soulevé deux problèmes particuliers, que nous nous intéressons en effet aux problèmes de la pollution de nature à se propager au-delà des frontières. Dans ce contexte, nous avons affirmé à plusieurs reprises que les pollutions ne connaissent pas de frontières et, dans le cadre précité des directives déjà approuvées par le Conseil de ministres, il a été possible d'aboutir à un accord satisfaisant entre les États membres, qui s'est ensuite reflété dans la directive sur l'état des eaux qui coulent au-delà des frontières. L'accord que nous avons conclu aborde également un aspect qui, jusqu'à présent, n'avait pas encore été précisé, à savoir l'éventualité d'une responsabilité civile en pareil cas.

Scarascia Mugnozza

En ce qui concerne les bassins hydrographiques auxquels a fait allusion M. Jahn, j'aimerais faire remarquer que nous en avons discuté à plusieurs reprises au sein de la commission de la santé publique et de l'environnement et que cette étude sur les bassins hydrographiques revêt une importance particulière dans le cadre de la priorité que nous accordons à la lutte contre la pollution des eaux.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

Je remercie M. Scarascia Mugnozza.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*9. Règlement relatif au contingent tarifaire  
communautaire de viande bovine congelée  
pour 1975*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vetrone, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de viande bovine congelée de la sous-proposition 02.01 A II a) 2 du tarif douanier commun (année 1975) (doc. 395/74).

La parole est à M. Vetrone qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Vetrone, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, dans le cadre des négociations multilatérales du GATT, la Communauté s'est engagée, comme chacun sait, à ouvrir annuellement des contingents tarifaires de viande bovine congelée, ce qu'elle a fait régulièrement les années précédentes et ce qu'elle se prépare à faire pour 1975, suivant la proposition de règlement à l'examen.

Jamais encore notre assemblée n'a refusé d'émettre un avis favorable et c'est pourquoi, s'agissant d'un engagement désormais ferme vis-à-vis des pays tiers, elle pourrait à nouveau acquiescer à cette proposition. Et en fait, la commission de l'agriculture a établi sa proposition de résolution suivant cette optique, mais elle l'a fait non sans critiquer l'action de l'Exécutif ni demander des garanties pour le proche avenir.

On connaît la situation critique dans laquelle se trouve actuellement le marché communautaire de la viande : une situation excédentaire qui a nécessité pour y parer la prise de mesures exceptionnelles et finalement un blocage des importations, qui est tou-

jours en vigueur. Or, il a semblé contradictoire à la commission de l'agriculture que, dans une telle situation, où rien ne laisse augurer un changement, l'Exécutif propose purement et simplement l'ouverture du contingent tarifaire de viande bovine congelée pour 1975, allant jusqu'à augmenter son volume — qui passe de 34 000 tonnes pour 1974 à 38 500 tonnes à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, — sans expliquer les raisons de cette augmentation et surtout sans mentionner cette clause de sauvegarde que prévoit pourtant l'article XIX du traité du GATT et qui aurait déjà dû être appliquée pour le contingent de 1974, pour lequel on a au contraire dérogé à la règle du blocage des importations. On a donc renoncé à appliquer la clause de sauvegarde, mais ce qui est plus regrettable encore, c'est qu'en pleine crise du marché intérieur de la viande bovine, lors des négociations qui ont eu lieu en juillet dernier à Genève, sur l'article XXIV, par. 6 du GATT, l'Exécutif ait consenti l'ouverture d'un contingent supplémentaire de 4 500 tonnes qu'il avait décidé entre-temps et unilatéralement, à la suite de l'adhésion à la Communauté du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande. C'est ainsi que de 22 000 tonnes au départ, le contingent était passé à 34 000 tonnes au moment de l'adhésion des trois nouveaux pays membres et a été fixé à 38 500 tonnes à la suite de la concession faite récemment lors des négociations du GATT.

On propose ensuite d'apporter une modification au mode de gestion du contingent. Elle consiste à diviser le contingent en deux parties : l'une couvrant le contingent initial de 22 000 tonnes, qui remonte à 1968, l'autre représentant le contingent de 16 200 tonnes qui a été ouvert par la suite, et cela parce que les montants compensatoires, qui ne peuvent pas jouer pour le contingent initial, ce mécanisme n'ayant été déclenché qu'à la suite de la crise monétaire, doivent s'appliquer à l'autre partie du contingent de 16 500 tonnes.

En outre, l'Exécutif renouvelle sa proposition de constituer une réserve communautaire divisée également en deux parties : l'une de 2 000 tonnes sans application des taxes compensatoires et l'autre de 1 500 tonnes avec application de ces montants. Les pays membres pourraient avoir accès à la réserve, après avoir apporté la preuve qu'ils ont épuisé la partie du contingent qui leur a été initialement attribuée sur la base d'une répartition directement proportionnelle au volume de viande bovine congelée importée par chaque État membre, au cours des trois dernières années.

Votre rapporteur tient cependant à attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le Conseil n'a jamais voulu accepter — et cela dès 1968 — la proposition de réserve communautaire, et c'est pourquoi, les années passées, l'intégralité du contingent avait été répartie entre les États membres. Mais c'est un fait accessoire, la commission de l'agriculture, bien qu'elle en ait débattu, n'y a pas attaché une grande

(\*) JO n° C 5 du 8 janvier 1975.